

LA CASSE

Endroit

Cruel

Où

Les

Enfants

Souffrent



N°1

Nous sommes un collectif de travailleur-ses dans l'éducation, pour l'instant profs et AED, qui se sont réuni-es suite aux gardes à vue d'élèves après l'hommage à Samuel Paty. On trouvait qu'aucune réaction des institutions ne condamnait la criminalisation des enfants de moins de 13 ans. On a donc écrit un premier texte, et on aimerait en écrire d'autres. On est donc un collectif en construction, et ce qu'on veut c'est faire entendre des voix dissonantes et invisibilisées sur les milieux de l'éducation et se mobiliser en conséquences (soutenir nos élèves, leurs parents, nos collègues ect.). Personnels, élèves, parents d'élèves, toutes vos idées, réflexions, propositions, attentes, expressions diverses sont les bienvenues! On peut aussi se rencontrer, s'entraider dans la production ou recueillir des écrits déjà faits.

bulletin@lists.riseup.net

SOMMAIRE

- 1/**
- La garde à vue comme outil pédagogique *(p.3)*
 - Contextualisation et commentaire du texte « La garde à vue comme outil pédagogique » *(p.5)*
 - Des gardes à vue non seulement souhaitées mais demandées par le ministre de l'éducation ! *(p.5)*

- 2/**
- Les veilleurs·x·euses *(p.9)*
 - Un après midi au Cours Julien *(p.10)*

- 3/** Retour sur la mobilisation des AED *(p.13)*

- 4/** Conseil de lecture *(p.16)*

LA GARDE À VUE, COMME OUTIL PÉDAGOGIQUE

NOUS AVONS APPRIS consternés la mise en examen et les poursuites judiciaires pour apologie du terrorisme de plusieurs élèves allant de l'école primaire au lycée un peu partout en France. À Albertville, des enfants âgés de huit à dix ans ont été réveillés par des forces de police armées de mitraillettes, cagoulées, pour être placés en garde à vue. Dans les Bouches-du-Rhône, quatre adolescents ont été placés en garde à vue et mis en examen, dont un à Marseille.

Est-ce vraiment dans une cellule de garde à vue que l'on permet aux enfants de comprendre les enjeux autour d'un assassinat et de réfléchir au concept de liberté d'expression? N'est-ce pas plutôt l'éducation qui doit permettre ces espaces de discussion?

En tant que personnels de l'éducation, quels que soient les propos prononcés par nos élèves, notre priorité est d'en discuter avec

eux dans nos écoles, de les aider à forger leur esprit critique, et de les protéger. Ce n'est en aucun cas de les envoyer en garde-à-vue.

Les enfants et leurs familles sont directement victimes des politiques gouvernementales qui priorisent la répression à une approche pédagogique. Au lieu d'avoir donné les moyens de gérer cette situation de façon éducative, la gestion a été purement répressive et judiciaire. Les temps de préparation de la commémoration de l'assassinat de Samuel Paty, d'abord annoncés médiati-

quement, ont été supprimés, laissant les équipes éducatives sans moyens de s'organiser au niveau pédagogique. À la place, on leur a imposé la lecture d'un texte de Jean Jaurès censuré et une minute de silence. Au contraire aucun temps n'a été donné en dehors d'initiatives locales pour écouter les préoccupations et les questions des enfants ou en débattre. Encore une fois la transmission a souvent été verticale, imposant pour la plupart des enfants une vision très réactionnaire de la liberté d'expression.



Le collège Chape à Marseille

© Cabinet d'architectes Leteissier-Corriol

Pourquoi la République se sent-elle aussi fortement menacée par ces propos d'enfants et d'adolescents? Est-ce que vraiment, une ou deux phrases proférées par des élèves, dans un contexte où on a plutôt donné la place à l'émotion qu'à la réflexion, méritent autant de conséquences répressives? Comme nous avons déjà pu le voir après les attentats de *Charlie Hebdo*, l'État renforce encore la domination islamophobe et raciste. La suspicion autour des élèves comme de leurs parents est encore une fois accentuée par cette série

d'opérations judiciaires extrêmement lourdes à porter pour les enfants ainsi que leurs familles.

La responsabilité des directions et des rectorats de faire remonter au ministère le comportement des

élèves entraîne les personnes poursuivies, sans compter toutes les personnes convoquées, dans une machine judiciaire qui nous le savons ne sera jamais du côté de nos élèves. Avons-nous vraiment envie d'imposer contrôle judiciaire, convocation au commissariat et décision pénale aux élèves?

Il est donc important de prendre en compte ces réactions de directions trop complaisantes avec l'institution policière pour ne plus faire remonter des informations qui condamneraient les élèves.

Organisons-nous localement afin d'éviter toute répression envers les élèves de nos établissements.



CONTEXTUALISATION ET COMMENTAIRE DU TEXTE

«La garde à vue comme outil pédagogique»

CET ÉCRIT avait pour but principal d'atteindre les personnels d'éducation et leurs syndicats. Le climat au jour de la production est tel que nous avons fait le choix de policer notre discours, voire de nous auto-censurer sur nos idées et nos projets. Ces choix s'inscrivent dans une stratégie de vouloir être diffusés par les organes syndicaux de l'éducation, dont le personnel est à ce moment là à fleur de peau...

Nous voulons ici revenir sur nos dires de l'époque pour éclairer certaines formulations et zones d'auto-censure.

Le contexte de ce texte est à mettre en abîme avec celui de l'assassinat de Samuel Paty. Le climat économique et social est désastreux et en chute libre à cause de la crise sanitaire et de sa gestion. Nous sommes alors au lendemain du premier confinement et au début des couvre-feux. Les populations bouc-émissaires sont donc pointées du doigt dans tous les principaux médias : les quartiers, les musulman-es, les immigré-es et les migrant-es.

Dans ce contexte, le vendredi 16 octobre 2020 Samuel Paty est assassiné par un homme

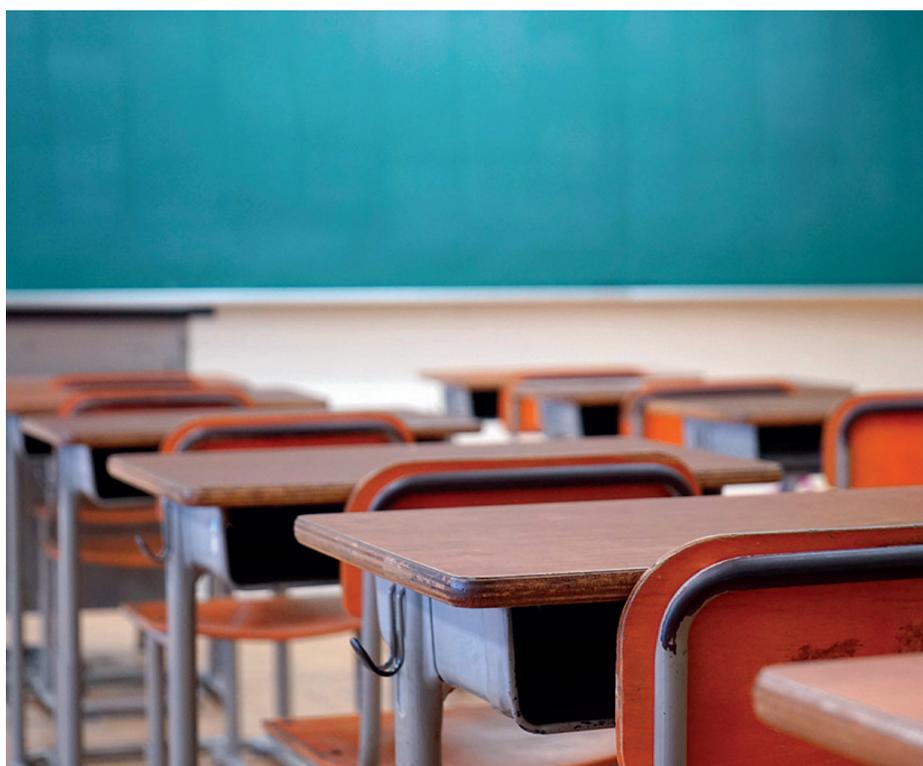
tchéchène de 18 ans. L'assassinat est retranscrit en direct sur les réseaux sociaux et l'auteur explicite qu'il le fait au nom de la religion musulmane.

À ce moment, il faudrait déjà être clair-e-s sur ce qui est passé sous silence dans le texte «*La garde à vue comme outil pédagogique*». Du fait du terrain social propice et du traitement par les médias français de cet assassinat nous sommes plusieurs dans le collectif – et comme beaucoup en France – très inquiet-es des retombées et récupé-

rations fascistes de cet événement. Nous ne serons pas déçu-es.

Étant en partie des personnels de l'éducation, nous recevons le mail du ministère de l'éducation qui préconise, je cite :

«La minute de silence de Lundi doit être respectée. Tout problème en la matière est à signaler à la cellule "valeurs de la République" du rectorat.»



Nous voyons alors apparaître une directive exceptionnelle du ministère de l'Éducation nationale dans la gestion élève-professeur. Le Ministère demande d'être prévenu des écarts de comportements des élèves. Le Ministère reste très flou sur ce qui constituerait un «manque de respect» digne de signalement pendant la minute de silence.

Pendant la minute de silence plusieurs élèves sont signalés par des personnels de leur établissement au rectorat, qui fait passer le mot à l'Intérieur. Des élèves en France de 8 à 14 ans sont emmenés au poste de police et/ou poursuivis judiciairement. Pour ce qui est de l'élève de Chape, après son arrestation, silence radio chez les personnels éducatifs. Aucune opposition n'est statuée ou ouvertement formulée par les syndicats présents au collège. Pour ne rien arranger, les névroses et les défiances envers les élèves de la part des personnels sont palpables dans nos établissements

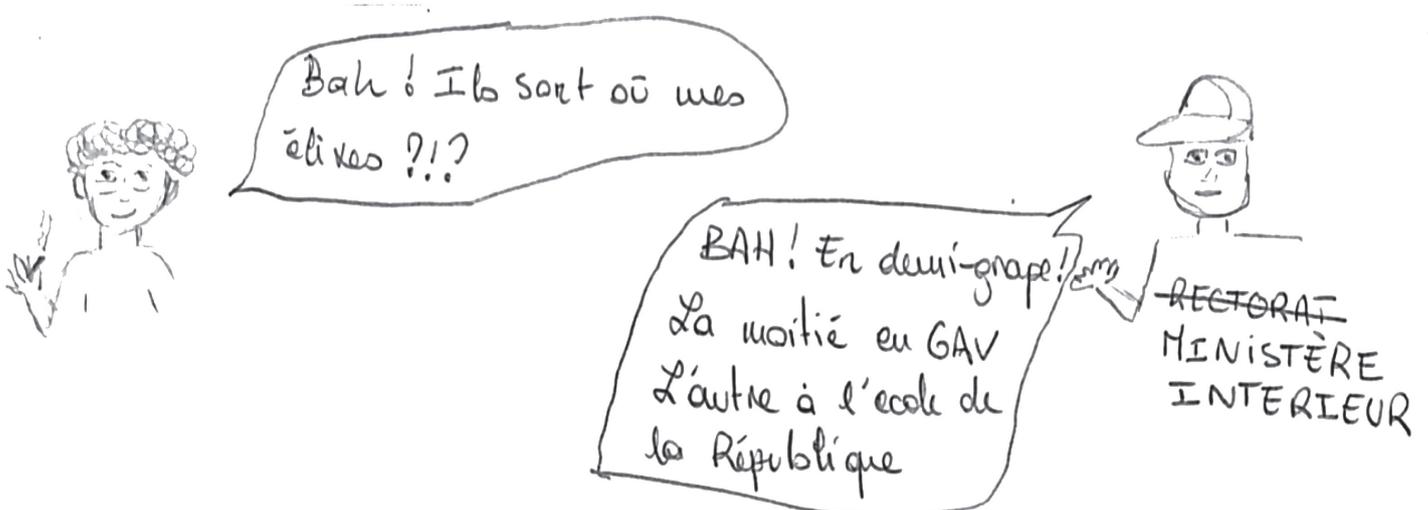
respectifs. Certains professeurs formulent ouvertement leur peur de travailler ou de se confronter à leurs élèves.

Nous osons, dans ce climat d'extrêmes tensions, une question: est-ce qu'une phrase telle que «oui j'aurais fait pareil que le terroriste si c'était le mien de prof d'Histoire» prononcée par un élève de 14 ans le jour de la minute de silence relève du ministère de l'intérieur ou d'une gestion des professeurs, des personnels et des parents?

Nous osons aussi acter que ce sera la deuxième option ou ce ne sera pas, et pour le contexte c'est déjà très risqué. Quitte à prendre ce risque autant que ça paye, c'est-à-dire que ce soit entendu et diffusé. Pour ce faire il faut parler à ceux qui nous sont alors le plus proche, et ils ne sont rien d'autre que nos collègues de travail. Les mêmes qui ont peur pour leurs emplois, voire leur intégrité.

Nous sommes un collectif qui veut assumer le rôle d'«éducateur-riche» qu'ont les personnels d'établissement – des profs à l'administration en passant par les AED. Pourtant cet assassinat a recentré les préoccupations des personnels sur leur conditions sociales propres plutôt que sur celles de leur élèves. La seule préoccupation relative aux élèves relatée par les médias est celle de leur apprentissage des valeurs de «laïcité» et de «liberté d'expression». Nous avons décidé à ce moment de faire le jeu du discours consensuel du moment qui centre nos rôles de professeurs sur la «pédagogie» en niant tout aspect social et nous avons dit dans ce texte :

« Est-ce vraiment dans une cellule de garde à vue que l'on permet aux enfants de comprendre les enjeux autour d'un assassinat et de réfléchir au concept de liberté d'expression? »



Nous sous-entendons ici que l'un des principes de l'apprentissage tel que nous le pratiquons en France est l'apprentissage par l'erreur et que nous considérons que l'éducation nationale et ses acteur-ices n'ont pas respecté ce principe. Une garde-à-vue au premier écart... C'est contre intuitif n'est-ce pas ?

Nous sommes allé-es plus loin encore dans le déni de notre rôle «social» quand nous avons dit :

« Les enfants et leurs familles sont directement victimes des politiques gouvernementales qui priorisent la répression à une approche pédagogique. »

Comme si les situations qui contextualisent la violence de nos élèves se réglait à coup de pédagogie(s)... Typiquement nous n'y croyons pas aujourd'hui et nous ne le pensions pas à l'époque. Pour nous les problématiques de l'éducation nationale sont à l'intersection de bien trop de problématiques sociétales pour les réduire à une problématique de choix de «modèle pédagogique». En octobre 2020 en France, dans le cadre de la crise sociale et économique qui ravage la vie de nos élèves, nous savons très bien que re-penser l'«ensei-

gnement», bien que nécessaire, c'est aussi un pansement sur plaie ouverte. Mais à ce moment nous sommes paniqué-es. Nous sommes tirillé-es car nous constatons que cette même crise a rendu le travail de nos collègues insurmontable et en même temps nous avons besoin de leur reprocher leur passivité voire leur collaboration avec leur propre ministère (= patron).

Nous pensons que l'injonction aux «respect des valeurs républicaines» est fasciste, que c'est un appel à la délation, une injonction de l'État qui demande aux professeurs d'opérer en gardes civils idéologiques en permanente défiance vis-à-vis des populations de leurs classes.

Nous refusons d'en être et nous voulons grandir nos rangs et nous avons écrit :

« Il est donc important de prendre en compte ces réactions de directions trop complaisantes avec l'institution policière pour ne plus faire remonter des informations qui condamneraient les élèves. »

Nous faisons le choix de remplacer le terme «collaboration» par

«réactions complaisantes», celui de «délation» par «faire remonter des informations qui condamneraient les élèves»... Ces choix ont aussi été faits car nous savions que qui dit « directive fasciste » dit rétentions d'informations quant aux conséquences. En effet beaucoup de professeurs et personnels ignorent quand iels reçoivent la directive de Blanquer que leur collaboration aura de telles conséquences sur leurs élèves. C'est aussi pour cela qu'au préalable nous avons listé ces conséquences afin qu'elles soient actées, afin que l'ignorance ne laisse pas place au déni.

« La responsabilité des directions et des rectorats de faire remonter au ministère le comportement des élèves entraîne les personnes poursuivies, sans compter toutes les personnes convoquées, dans une machine judiciaire qui nous le savons ne sera jamais du côté de nos élèves. »

Soraya

Des gardes à vue non seulement souhaitées mais demandées par le ministre de l'éducation!

SUR LES INSTRUCTIONS données à tou-te-s les profs du secondaires (et pour le primaire, à minima à tou-te-s les IEN) sur leur boîte mail académique, directement par Blanquer, avant la rentrée : il nous était recommandé de contacter immédiatement la cellule « Valeurs de la République » en cas de « problèmes rencontrés pendant l'hommage ».

Cela a résulté en une défiance de certain.es professeur.es, directeur.ices et inspecteur-ices académique qui -dans leur montée paranoïaque, ont contacté la police pour signaler des élèves, ou demandé au directeur-rices de le faire. Des élèves ont donc eu des propos considérés « déplacés » le matin, et ont finis leur après-midi au poste avec dans certains cas une procédure antiterroriste.

La minute de silence de lundi doit être respectée. Tout problème en la matière est à signaler à la cellule « Valeurs de la République » du rectorat. De manière plus générale, il s'agira de veiller à renforcer tout au long de l'année et de la scolarité des élèves le travail en classe sur les valeurs de la République.

Face aux épreuves, de quelque nature que ce soit, l'École a toujours su réagir avec les mêmes qualités : l'unité, le savoir, l'esprit critique, le respect d'autrui et la fidélité aux valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité. Chaque jour, vous incarnez, faites vivre et transmettez ces valeurs. La Nation vous en est infiniment reconnaissante. Et c'est de ces valeurs que nous tirerons la force de dépasser les épreuves et de préparer ce qui compte le plus : l'avenir de nos jeunes.

Je remercie chacune et chacun d'entre vous de son rôle déterminant pour le service public de l'éducation nationale.

Avec toute ma confiance

Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports



LES VEILLEURS-X-EUSES



**Nous sommes un groupe féministe basé au lycée thiers.
Nous luttons contre les inégalités à travers des actions
de sensibilisation, de prévention et d'écoute des
Femmes, LGBT+, transgenres et personnes racisées
sur les violences sexistes et sexuelles.**

Nos actions actuelles :

- **Intervention dans les établissements scolaires sur le consentement et les inégalités liées au genre.**
- **Lutte contre la précarité menstruelle à Thiers via des boîtes contenant des protections hygiéniques mises en place dans les sanitaires ainsi que des actions en collaboration avec l'association Règles d'or et FAVA.**

**Nous avons besoin de vous pour avancer
pas à pas vers l'Égalité, pour toute demande d'adhésion
à notre collectif contactez nous :**

sur instagram

@les.veilleurxuses.thiers

ou par mail

veilleurs.euxses.thiers@gmail.com

Un après midi au Cours Julien

LORS D'UN ENTRETIEN avec une des membres du collectif des Veilleurs-x-seuses nous avons pu échanger sur leur organisation et leurs modes d'action et revenir plus en détails sur leurs objectifs.

Les Veilleurs-x-seuses ont notamment l'envie de monter un dossier pour dénoncer le sexisme de certains profs vis-à-vis des élèves, et font des appels à témoignages sur leur page Instagram. Ce sont ces témoignages qui illustrent ce texte : «*On est en train de monter un gros dossier sur des remarques qui auraient été dites par certains profs à des élèves pour amener tout ça à l'administration. Le truc c'est qu'un prof a trouvé notre compte instagram et a vu notre appel à témoignage et une collégienne nous a écrit sur le*

compte pour nous dire qu'un de ses profs en avait parlé en classe et avait menacé d'en parler à l'administration, donc pour l'instant on essaye un peu de faire profil bas, mais en même temps on récolte quand même plein de témoignages. On sait pas ce que l'administration fera de ça, mais bon ça vaut le coup d'essayer.» La copine présente et moi, on lui conseille de choper des parents, parce que mine de rien, ce sont elleux qui peuvent faire bouger les choses parce qu'iels sont les seul-es à pouvoir faire flipper une administration.

Cette discussion avec M. m'a beaucoup marquée, parce que j'ai été à Thiers, et que j'en suis partie il y a 6 ans. À l'époque c'était un prof de philo, aujourd'hui à la retraite, qui semait la terreur et qui avait des comportements plus que déplacés

avec toutes les filles qui passaient dans sa classe. Et des filles il y en avait beaucoup puisqu'il enseignait tous les ans en classe de Terminale L, (classes majoritairement féminines). Mais jamais, jamais je n'aurais pensé à m'organiser, à le visibiliser parce que comme je l'ai dit à M. pendant qu'on discutait, c'était un homme, vieux, blanc, et que j'avais 17 ans, et mes copines aussi et que c'est dur de se sentir légitime quand on a la moitié de leur âge, voire moins. C'est pour ça que visibiliser leurs luttes et leurs actions me paraît d'une importance capitale, pour que d'autres lycéennes puissent trouver le courage de faire pareil. Comme M le dit très justement «*Souvent les profs de Thiers, surtout ceux d'un âge un peu plus avancé, ils se croient un peu tout puissants...et ils sont un peu tout puissants!*».

Au lycée, un prof s'est mis à chanter les sucettes à l'anis en regardant une élève.

Extrait :

Annie aime les sucettes

Les sucettes à l'anis

Les sucettes à l'anis d'Annie

Donnent à ses baisers

Un goût anisé

Lorsque le sucre d'orge

Parfumé à l'anis

Coule dans la gorge d'Annie

Elle est au paradis

Lycée Thiers

Lycée Thiers, Marseille. Je suis en seconde, mon prof de français ne cesse de me faire des remarques : « ton regard me suis jusqu'au soir », « je n'arrive pas à te cerner », « arrête de parler à des garçons devant moi » et j'en passe, je lui tiens tête mais personne ne réagit. Un jour, alors qu'il revient de 3 mois d'arrêt, il déclare devant toute la classe qu'il a fait une dépression à cause de moi, que je ne quittais pas ses pensées. Mes camarade me disent que je ne suis pas assez gentille avec lui. Je le trouve pathétique mais j'ai un peu peur, j'en parle à ma prof principale qui rigole.

D'ailleurs, ce travail de visibilité des comportements sexistes des équipes pédagogiques qu'ils pratiquent au sein de ce collectif a tourné dans Marseille, et le collectif a rapidement été contacté par des collégiennes d'un autre établissement, le collège Chape, suite à des propos sexistes proférés par un prof à l'encontre d'élèves. Ce prof est connu des élèves depuis longtemps, et plusieurs générations se sont méfiées de lui puisque au sein des Veilleurs-x-seuses certaines filles avaient eu affaire à lui 10 ans auparavant! Cela montre bien le tabou le plus total qui règne dans les établissements scolaires par rapport aux questions de harcèlement des élèves par les adultes de l'équipe pédagogique. Suite à un épisode probléma-

Au fil de notre discussion, tandis que se succèdent les tasses de thé et que le soleil poursuit sa course, on aborde la thématique de l'humiliation des élèves par certains profs, et M. nous raconte que : «à Chape y avait un prof que j'ai eu pendant deux ans et là récemment y a eu un gros problème parce qu'il a humilié en place publique un gamin de 5^e ou 4^e, et en fait ce prof a toujours été problématique parce qu'il avait ses cibles qu'il humiliait et qu'il les lâchait pas, mais là un parent a porté plainte. Donc l'administration a eu chaud au cul, mais il a fallu une plainte pour qu'ils lui disent quelque chose!». C'est donc bien la voix des adultes, des pa-

trique récent, des parents d'élèves se sont réunis pour aller voir l'administration. Depuis, le prof en question est en arrêt maladie. Ainsi, même quand il y a verbalisation puis prise en charge de l'administration, cette prise en charge se limite à la disparition temporaire du professeur problématique, ce qui me questionne sur l'efficacité et la portée de cette mesure. D'après M «*Quand on cherche un peu on se rend compte que toutes les filles qui ont été ses élèves depuis des années et des années ont vécu ça avec lui et qu'en fait y a moyen de se battre contre lui.*» Du coup, dans une véritable optique de prise en charge autonome du problème, puisque les ad-

ministrations ne s'en occupent pas, des élèves de 4^e ont contactés les Veilleurs-x-seuses pour leur demander de venir faire des interventions sur le consentement et le sexisme dans l'établissement. Les membres du collectif ont donc été mis-es en lien avec l'administration du collège et sont allés dans les classes soulever ces questions et créer des espaces de discussion.

Les interventions peuvent aussi avoir lieu sur d'autres sujets, comme lorsqu'ils avaient prévu d'intervenir dans les classes de Terminale de Thiers pour parler de l'endométrie et visibiliser cette pathologie qui ne l'est pas assez (cela n'a pas pu avoir lieu finalement à cause de la situation sanitaire).

Un professeur de maths a refusé de me laisser aller changer ma serviette hygiénique parce que « les histoires de fille c'est pas mon problème ».

Lycée Thiers

également, on s'en doute, être liées à un racisme totalement décomplexé : «*Dans ma classe y a une meuf qui le jour de la rentrée avait oublié d'enlever l'alarme sur son téléphone pour sa prière. Du coup ça a sonné en cours, et le prof s'est mis à la bacher sous le couvert du second degré, en disant "Ah ben faut sortir les tapis,*

rents, accompagnée parfois de la justice française qui entraîne une «réaction» par rapport à ces agissements. La voix des mineurs, des élèves, qui savent et qui se font passer le mot sur plusieurs générations qu'un-e prof est problématique demeure complètement inaudible. Ces humiliations peuvent

aller chercher les couvertures, on va tous et toutes mettre le voile!" Et quand on est sorti-es du cours l'h plus tard ma pote avait les larmes aux yeux.» Du coup l'éducation française ça donne plutôt envie de se déscolariser...

En seconde mon professeur de maths m'a dit de ne pas rester avec une élève parce qu'elle était voilée.

Lycée Thiers

Toutes ces histoires de violences au sein des établissements et au sein des classes on les connaît, tout le monde a vécu ou vu des histoires similaires dans son collège, dans son lycée, et maintenant que je fais partie du corps enseignant j'en vois tout le temps. Par exemple, un de mes élèves est quasiment le seul racisé de sa classe de 4^e, et une autre de ses profs m'a dit un jour à la récré « *Tu trouves pas qu'il est vraiment mal coiffé? J'ai essayé de lui expliquer qu'il avait tout le temps l'air de sortir du lit et qu'il fallait qu'il coiffe ses boucles mais bon ça a pas trop marché...* » Tu m'étonnes Simone! T'expliques à un gamin de 13 ans comment coiffer ses cheveux crépus devant une classe entière de blancs blonds aux yeux bleus c'est quand même un peu trash. Cette impunité totale des profs, moi qui suis

aussi prof, ça me saoule. Bref, je reviens à M. et à notre discussion.

Sur l'organisation concrète du collectif, M. nous raconte qu'iels sont une majorité de filles, lycéennes, et quelques élèves de CPGE. Iels ne sont pas encore organisés.e.s en association, donc ne peuvent pas être rémunérés.es. Du fait de la situation sanitaire, les actions en présentiel sont moins faciles à organiser, alors go les soutenir sur insta (pour les pro-techs).

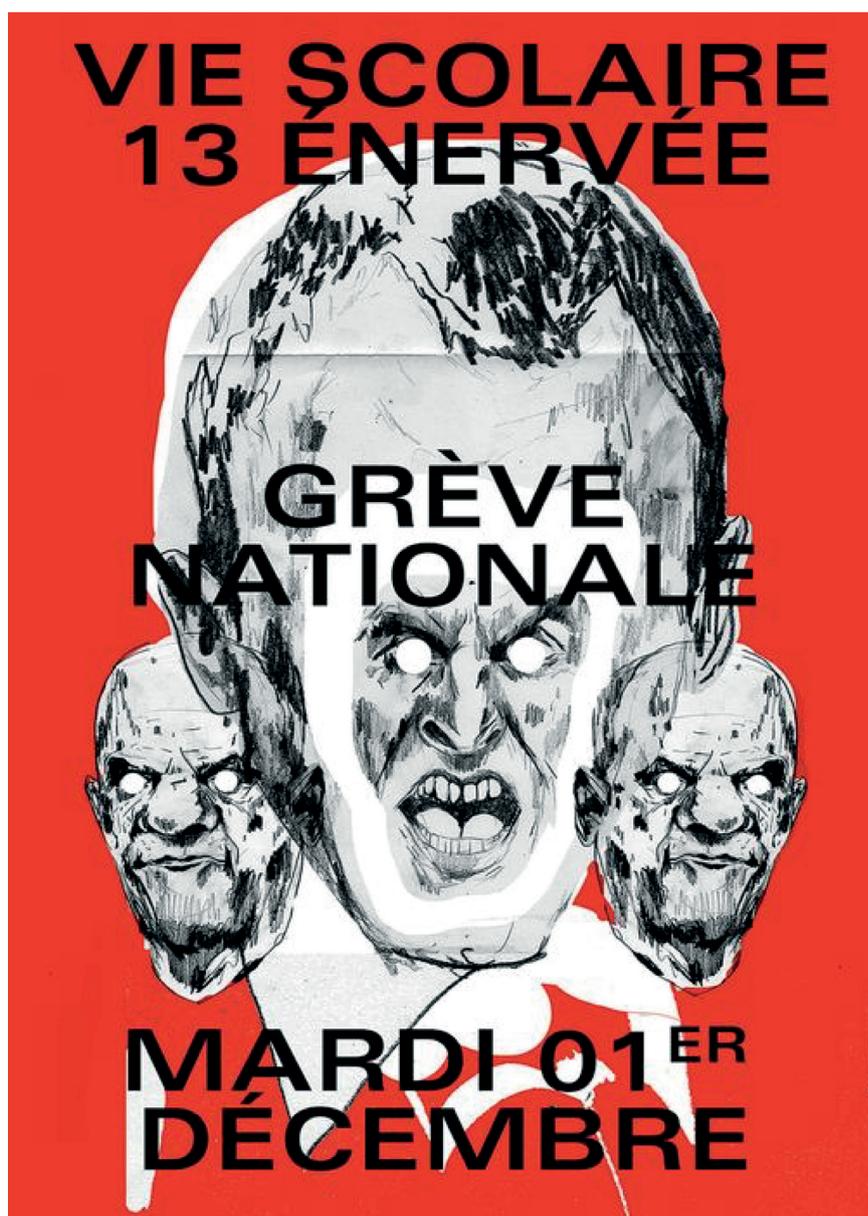
Galaxie

**Voilà,
alors multipliez
les collectifs,
les assos, entraidez
vous dans l'école parce
que si on fait confiance
à la hiérarchie
on est pas sorti.es
de l'auberge!**

Retour sur LA MOBILISATION DES AED

DANS LES DERNIÈRES années, on a assisté en France à un cycle de mobilisations politiques qui a visé le régime néo-libéral au pouvoir, soit pendant la présidence Hollande, soit dans les dernières trois années sous Macron ; ces mobilisations ont commencé en s'opposant à une loi particulière mais ont fini par contester une précarisation générale de la vie. Loi Travail, Réforme des retraites, taxe sur les produits énergétiques, loi sécurité globale, etc., sont des lois qui visaient des domaines spécifiques, mais qui ont déchainé des mobilisations (Gilets jaunes, manifestations, réactions syndicales...) qui ont contesté toute une manière de vivre, tout un système social, politique et évidemment économique.

Dans ce sens, la mobilisation qui a pris forme dans les derniers mois au sein de l'Education Nationale répond à la même logique. C'est à dire que d'un côté c'est une réaction à un tournant répressif de l'État, qui cherche à utiliser la crise sanitaire pour appliquer un contrôle resserré et disciplinaire sur le système scolaire ; et de l'autre côté c'est une contestation non seulement des conditions de travail des élèves et des adultes à l'intérieur de l'école, mais de toute une structure



productive et sociale qui fait en sorte que l'école soit devenue un apprentissage de compétences techniques qui adapte la formation des jeunes selon les

demandes du marché de travail.

À Marseille, la catégorie la plus active dans ces mobilisations pendant les derniers mois a

sans doute été celle des AED, (les surveillant.es) qui ont été les premier.e.s à se mobiliser de façon spontanée (c'est à dire sans qu'un appel syndical ait été prononcé avant). Plusieurs dates de grèves ont été fortement suivies cet hiver, avec des vies scolaires souvent entièrement fermées. Le collectif AED 13 s'est formé à partir de luttes dans des établissements marseillais, vite rejoint par des AED de tout le département, puis par des dates de grèves nationales, notamment le 1er décembre.

Les AED se sont probablement mobilisé.es aussi à cause d'un statut plus précaire que d'autres, soit d'un point de vue du capital symbolique (reconnaissance sociale, visibilité publique...) soit économique (smic, CDD d'un an renouvelable pour 6 ans maximum, etc.). Si d'autres catégories publiques, notamment les profs – mais aussi dans les secteurs de la santé –, peuvent se sentir protégé.es par leurs sta-

tuts, qui leur garantit encore (au moins jusqu'à l'explosion de la crise économique qui est en train de mûrir) une position sociale et économique, les AED sont des travailleur.euses qui ont beaucoup moins à perdre en se positionnant contre le discours et les pratiques du pouvoir.

Au contraire, les AED ont beaucoup à gagner en s'organisant et en se mobilisant, et leurs revendications sont ambitieuses mais réalistes. Encore plus si on les insère dans une réforme générale de l'éducation nationale, ce qui semble de plus en plus nécessaire depuis que la crise sanitaire a révélé les fortes inégalités déjà existantes dans le secteur éducatif républicain ; en particulier, la crise a rendu plus évidente l'importance du travail de soin de l'autre et de soi-même, qui est au centre de l'activité des AED.

En tant que AED, nous avons pu voir notre charge de travail augmenter,

devenir beaucoup plus prenante et fatigante qu'avant le Covid, tout en restant assez invisibilisé.es. Avec les protocoles sanitaires mis en place dans les établissements, nous devons répondre à des nouvelles missions (souvent beaucoup moins éducatives que logistiques – voire répressives –, notamment quant au port du masque). Trop souvent nous subissons le manque d'espace de concertation et de discussion avec les élèves et les collègues, ce qui va de pair avec un durcissement des rapports hiérarchiques entre catégories (CPE, directions, professeurs...). Certain.es se sont fait convoquer pour avoir fait grève, ou pour des tensions liées à cette charge de travail, allant jusqu'à la menace de non-reconduction du contrat à la fin de l'année. Souvent, les hiérarchies jouent sur le contexte émotionnel de la crise sanitaire pour culpabiliser et faire taire les AED qui dénoncent des conditions déplorables, autant pour les travailleur.r-ses que pour les élèves.

À partir de ces constats, le collectif AED 13 en mobilisation a pu produire une plateforme commune de revendications, parmi lesquelles on peut trouver l'augmentation salariale, un statut reconnu juridiquement et – donc – socialement, l'accès aux droits à la formation, les primes REP et REP+, et une amélioration des conditions sanitaires sur les lieux de travail.





Tout cela se passe pendant que le gouvernement continue à parler de laïcité et de lutte contre l'islamo-gauchisme, avec un discours qui est totalement détaché de la réalité du terrain. Toutefois nous sommes conscient-es que ces discours produisent des effets sur nos vies quotidiennes, sur la manière dont nos enfants vivent l'école et sur ce qu'elles.ils y apprennent.

Malgré la propagande des «héros qui sauvent la patrie», à l'école comme dans les hôpitaux et dans tout le secteur public, les pouvoirs politiques n'ont concédé aucune amélioration sensible aux conditions de travail depuis le début de

la pandémie. Au contraire, l'Éducation Publique a souvent été utilisée comme une garderie d'enfants qui doit garantir la productivité des parents, plus que pour l'épanouissement et la réussite des élèves. C'est ce qui a produit le mouvement des AED qui, parmi d'autres, s'est agrandi et qui a uni beaucoup d'établissements scolaires, en prenant de plus en plus conscience de la nécessité de son engagement et de sa lutte.

Nous croyons que les mobilisations des AED sauront continuer et s'élargir si elles trouvent des convergences avec d'autres travailleur-euses, en influençant

les prochaines luttes afin de démocratiser par le bas la société et ses institutions. En particulier il sera fondamental de construire des liens entre les secteurs éducatif et sanitaire, qui sont parmi les plus directement concernés par la nouvelle organisation sociale en train de se construire avec la pandémie. Ce mouvement, en mettant au jour l'organisation politique, est en train de montrer la nécessité de construire des luttes dans les prochains mois qui réunissent les intérêts des travailleur-euses, non seulement des écoles (adultes et élèves), mais de toute la société.

Antonio

CONSEIL DE LECTURE

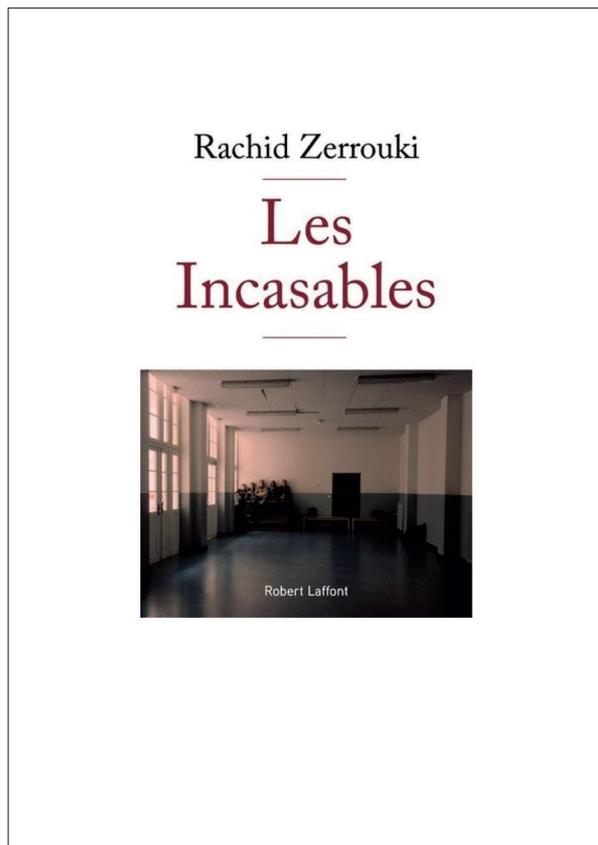
“Les Incasables”

de Rachid Zerrouki (Robert Laffont, 2020)

RACHID ZERROUKI raconte dans ce livre son expérience de prof en classe SEGPA dans un collège de Marseille. D’abord instituteur en primaire, il compare ces deux expériences en mettant en avant tout ce que les élèves de classe SEGPA lui ont apporté, et tout ce qu’il a découvert avec elleux. Cet essai est poignant, et touche les lecteurs qu’iels fassent partie du milieu de l’éducation ou non, et il est accessible car il parle vrai, et non scientifique. C’est le récit d’une expérience personnelle, subjective, qui m’a parlé. En tant qu’enseignante au collège, j’ai été émue de lire certains passages, particu-

lièrement l’histoire de cet élève qui souhaite devenir vétérinaire pour cafards et autres insectes dont personne ne veut prendre soin, mais aussi le passage sur le lien qu’il crée avec ses élèves autour de Nina Simone, les sorties au parc Borély, la relation épistolaire des élèves avec des patients en EHPAD...

À certains endroits ce livre est vraiment *feel good*, presque à l’américaine, tire les bons fils pour nous faire ressentir l’émotion de ce professeur qui sauve ces élèves. Mais il a la finesse de ne pas tomber dans le pathos, et raconte des moments tout aussi vrais mais moins jolis,



plus tabous, des moments que j’ai moi aussi vécu en enseignant, ces moments qui ne sont pas montrés dans les films sur l’éducation, où l’on n’en peut plus d’elleux, où iels nous saoulent tellement, et on a beau savoir que c’est pas leur faute, qu’il y a des millions de raisons, de souffrances, d’angoisses derrière leur attitude pénible, on a envie de tout lâcher, enfin même, moi j’ai carrément envie de les passer par la fenêtre.

Et ça m’a fait du bien de lire que c’est pareil pour Rachid Zerrouki, et pour plein d’autres profs aussi, parce qu’on est tellement nour-

ri-es aux films émotions sur l’enseignement que bon parfois on oublie que c’est légitime, et même plutôt sain, de ne pas être en osmose totale avec ses 30 élèves à tous les cours. Spécifiquement sur la SEGPA, il lève aussi certains préjugés que j’avais, en expliquant par exemple que les erreurs d’orientation en classe SEGPA sont assez rares, qu’effectivement y enseigner c’est difficile, plein de désillusion, pour lui comme pour ses élèves. Il aborde très justement le sujet plutôt tabou de l’impuissance du professeur. De ces moments où en fait, concrètement, et c’est horrible de

le formuler, on ne peut rien faire, on n’y arrive plus, on n’a pas les moyens, pas l’énergie, on ne trouve pas la porte d’accès.

Ce livre m’a pris aux tripes, m’a fait pleurer (certes, j’ai la larme facile) et m’a aussi fait marrer. Je sais que c’est l’effet qu’il a fait à d’autres membres du collectif, ainsi qu’à des ami-es qui ne sont pas dans le milieu de l’éducation. Ça m’a donné envie de le faire lire à d’autres ami-es, voisin-es, aux parents d’élèves, à ma famille, et à qui lira cet encadré !